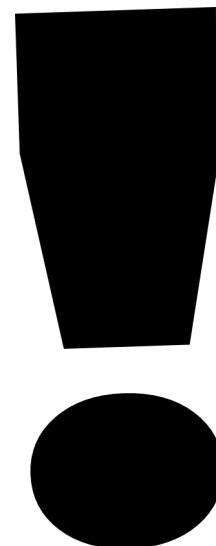


Dès la rentrée, mobilisons-nous !

Pour une école publique de qualité !

**Boycott des
évaluations
nationales
généralisées**



Des conditions de rentrée déléteres

La rentrée 2024 s'annonce encore dégradées dans le premier degré. Comme les années précédentes, les collègues vont devoir faire face à un nombre conséquent de postes vacants à la rentrée. D'après les derniers chiffres ce nombre s'élèverait à 1539 à la rentrée 2024, soit 15% des postes d'enseignant·es qui ne seraient pas pourvus, avec une focalisation sur les académies de Créteil, de Versailles et de Guyane (670 postes manquants à Créteil, 692 postes non pourvus à Versailles, et 174 postes vacants en Guyane).

La crise s'ancre dans le premier degré depuis plusieurs années. S'y ajoute un manque global de moyens en termes de

personnels remplaçant·es, AESH, médico-sociaux, RASED et qui entraînent une dégradation des conditions de travail de plus en plus aigüe.

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires

**Grève contre le Choc des Savoirs
et pour nos conditions de travail !**



Des mesures « Choc des Savoirs » très contestées

Malgré un rejet massif de l'ensemble de la communauté éducative et des organisations syndicales, des mesures Chocs des Savoirs, le gouvernement de Gabriel Attal a choisi de les imposer et de les faire passer en force.

Dans le premier degré, la généralisation des évaluations nationales du CP à la seconde, la labellisation des manuels, la politique des savoirs fondamentaux avec les nouveaux programmes très injonctifs, en mathématiques et en français des cycle 1 et 2, poursuivent **l'entreprise de casse de la dimension pédagogique fondamentale du métier d'enseignant·e.**

La généralisation des évaluations à toutes les classes du CP à la seconde (obligatoires en élémentaire, en 6e, en 4e, et facultatives en 5e et 3e), prévue dès la rentrée 2024, participe de la mise au pas et de la standardisation des pratiques pédagogiques. **C'est un instrument de contrôle des pratiques et de remise en question**



de la liberté pédagogique. De plus, la standardisation de ces évaluations totalement déconnectées et non-pensées par les enseignant·es va augmenter le tri et le classement de tou·tes : des élèves, des enseignant·es, des écoles et des établissements. **C'est un outil supplémentaire pour une gestion managériale et libérale de l'école.**



SUD éducation appelle les collègues à s'opposer massivement à la mise en place des mesures Choc des Savoirs et à lutter pour son abrogation en se mettant en grève à la rentrée.

SUD éducation revendique un Choc des moyens pour l'école publique !

SUD éducation s'oppose à la mise sous contrôle de l'école par des évaluations nationales généralisées et les dénonce :

- elles ne sont pas utiles aux élèves et ne sont pas une réponse à la **difficulté scolaire** ;
- elles sont chronophages et hors-sol, ne sont pas pensées par les enseignant·es, et remettent en cause leur **liberté pédagogique** ;
- elles constituent une source de **stress et de mal-être** pour les élèves ;
- elles induisent une mise en conformité et une **normativité** des pratiques et des élèves ;
- elles ne tiennent pas compte de la diversité des élèves, elles sont **validistes** et vont à l'encontre d'une école véritablement inclusive.

Pour ces raisons, SUD éducation, avec d'autres syndicats, appelle les collègues à boycotter et à refuser collectivement de faire passer les évaluations nationales à la rentrée 2024.

Tou·tes en grève le 10 septembre !